
FINMETRIX

COMMENTAIRE MENSUEL

ANALYSE DU MOIS





INTRODUCTION

Juin 2026

Mai a confirmé un environnement mondial plus difficile à lire, où les marchés composent avec une inflation encore sensible à l'énergie et une croissance moins uniforme. Au Canada, le ralentissement de l'inflation contraste avec un marché du travail plus fragile. Aux États-Unis, l'économie résiste, mais l'inflation et les taux élevés réduisent la marge de manœuvre de la Réserve fédérale. En Europe, la hausse des prix de l'énergie pèse sur la confiance et le commerce. Au Royaume-Uni, l'inflation ralentit, mais l'activité demeure inégale. En Chine, les exportations soutiennent encore la croissance malgré une demande intérieure prudente. Enfin, l'urée recule fortement, tout en restant exposée aux risques énergétiques et géopolitiques.

Bonne lecture!

CAD

- L'économie canadienne montre des signes de ralentissement, avec une inflation plus basse et un marché du travail plus fragile.
- La Banque du Canada conserve une approche prudente, alors que la croissance, le logement et le commerce demeurent sensibles aux taux élevés et aux tensions externes.





PLUS DE DÉTAILS

Le taux USDCAD est passé d'environ 1.3598 à 1.3796 au cours du mois de mai. L'inflation canadienne a augmenté en avril, avec un IPC annuel à 2.8%, contre 2.4% en mars, principalement sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie. Toutefois, la progression reste inférieure aux attentes du marché, qui tablaient sur 3.1%. Cette dynamique suggère que le choc demeure surtout lié à l'énergie, plutôt qu'à une reprise généralisée des pressions inflationnistes.

Dans ce contexte, la Banque du Canada a maintenu son taux directeur à 2.25%, en privilégiant une approche prudente. Les marchés surveillent maintenant le moment où la banque centrale pourrait réduire davantage les taux. Le ralentissement des mesures sous-jacentes va dans cette direction, mais l'évolution de l'énergie, des salaires et des services reste déterminante.

L'activité économique demeure modérée, mais les données récentes suggèrent un ralentissement plus marqué. Selon Statistique Canada, le PIB réel est demeuré essentiellement stable au premier trimestre 2026, ce qui place le Canada en récession technique après deux trimestres consécutifs de croissance très faible.

Le marché du travail montre davantage de faiblesse. En avril, l'économie a perdu environ 18,000 emplois, tandis que le taux de chômage est passé de 6.7% à 6.9%. TD Economics note que les emplois à temps plein ont reculé de 47,000, tandis que le nombre de travailleurs du secteur privé est demeuré presque stable. Cette détérioration reflète surtout un ralentissement de l'embauche plutôt qu'une vague importante de mises à pied.

Le marché immobilier évolue de façon contrastée. L'arrivée de davantage de vendeurs au printemps améliore l'offre disponible, mais l'accessibilité reste limitée par les taux hypothécaires et les prix encore élevés. Sur le plan commercial, le Canada poursuit ses efforts de diversification, notamment avec l'Asie et l'Europe.

USD

- L'économie américaine reste relativement solide, mais l'inflation liée à l'énergie complique la trajectoire de la Réserve fédérale.
- Les taux élevés, le ralentissement graduel de la demande et les tensions commerciales réduisent la marge de manœuvre des marchés.





PLUS DE DÉTAILS

L'indice DXY est passé d'environ 98.21 à 98.91 au cours du mois de mai. L'inflation américaine demeure le principal point de tension pour la Réserve fédérale. En mars, l'IPC a progressé de 3.3% sur un an, contre 2.4% en février. Le choc provient surtout de l'énergie, alors que l'inflation hors alimentation et énergie est restée plus modérée, à 2.6%. Cette composition suggère une pression importante, mais encore relativement concentrée.

Dans ce contexte, la Fed a maintenu ses taux inchangés en avril, dans une fourchette de 3.50% à 3.75%. L'inflation demeure trop élevée pour permettre un assouplissement rapide, tandis que l'activité économique montre des signes de ralentissement. Les marchés restent donc prudents, car la trajectoire des taux dépendra largement de la capacité du choc énergétique à se résorber.

La croissance reste positive, mais moins robuste. Au premier trimestre, le PIB réel a progressé de 1.6% en rythme annualisé, après une performance plus forte en fin d'année 2025. La consommation demeure un soutien, mais elle ralentit, tandis que les stocks et certains investissements contribuent moins à l'activité. RBC Economics souligne toutefois que l'investissement lié à l'IA reste solide, ce qui continue de soutenir certains segments de l'économie.

Le marché du travail offre encore un certain appui, mais perd de l'élan. En avril, l'économie a créé 115,000 emplois, contre 185,000 en mars, tandis que le taux de chômage est resté stable à 4.3%. Les gains demeurent concentrés dans quelques secteurs, notamment la santé, le transport et le commerce de détail.

Le secteur immobilier reste freiné par les coûts de financement, avec des taux hypothécaires élevés qui limitent l'accessibilité et les transactions. Sur le plan commercial, les tensions tarifaires continuent d'alimenter l'incertitude, notamment autour de la relation avec la Chine. L'économie américaine conserve donc une base solide, mais avec une marge de manœuvre plus réduite entre inflation, taux élevés et demande plus modérée.

EUR

- La zone euro fait face à un nouvel épisode de pression énergétique, qui ravive l'inflation et affaiblit la confiance.
- La croissance demeure limitée, tandis que le commerce et l'industrie restent exposés aux tensions avec les États-Unis et la Chine.





PLUS DE DÉTAILS

La paire EURUSD est passée d'environ 1.1726 à 1.1660 au cours du mois de mai. L'inflation est redevenue le principal point de tension en zone euro. En avril, l'IPC annuel a atteint 3.0%, contre 2.6% en mars, son niveau le plus élevé depuis septembre 2023. La hausse provient surtout de l'énergie, dont les prix ont bondi de 10.9%, tandis que l'inflation des services a légèrement ralenti à 3.0%, contre 3.2% le mois précédent. Cette composition complique la trajectoire de désinflation, car le choc énergétique se transmet graduellement aux coûts des entreprises et des ménages.

Dans ce contexte, la Banque centrale européenne a maintenu ses taux inchangés en avril, mais le ton devient plus prudent. Certains responsables ont même ouvert la porte à une posture plus restrictive si les pressions énergétiques persistent.

La croissance confirme ce ralentissement. Au premier trimestre 2026, le PIB de la zone euro n'a progressé que de 0.1%, après 0.2% au trimestre précédent. La Commission européenne prévoit désormais une croissance de 0.9% en 2026, contre 1.4% en 2025, alors que les coûts énergétiques, la faiblesse industrielle et l'incertitude commerciale pèsent sur la confiance.

Le marché du travail reste l'un des rares points d'appui. Le taux de chômage de la zone euro devrait demeurer autour de 6.4% en 2026, selon les prévisions européennes, ce qui soutient partiellement les revenus des ménages. Toutefois, cette résilience ne compense pas entièrement la pression sur la consommation et l'investissement.

Sur le plan commercial, l'Europe fait face à un environnement plus défensif. Les tensions avec la Chine et les États-Unis, notamment autour de l'automobile, de l'acier et des mesures de protection, accentuent l'incertitude pour les exportateurs. La zone euro entre donc dans une phase où l'inflation, l'énergie et le commerce limitent davantage la visibilité économique.

GBP

- Le Royaume-Uni bénéficie d'un ralentissement de l'inflation, mais l'activité reste inégale et le marché du travail montre des signes de fragilité.
- La Banque d'Angleterre demeure prudente, alors que les coûts énergétiques et les conditions financières continuent de peser sur les perspectives.





PLUS DE DÉTAILS

La paire GBPUSD est passée d'environ 1.3578 à 1.3461 au cours du mois de mai. L'inflation britannique a ralenti en avril, avec un IPC annuel à 2.8%, contre 3.3% en mars. Le recul provient notamment d'un effet plus favorable sur les coûts liés au logement et aux services, tandis que l'inflation des services est passée de 4.5% à 3.2%. L'inflation sous-jacente a aussi diminué, à 2.5%, contre 3.1% un mois plus tôt, ce qui donne un signal plus encourageant sur les pressions domestiques.

Dans ce contexte, la Banque d'Angleterre a maintenu son taux directeur à 3.75% en avril, avec un vote de 8 contre 1, un membre préférant une hausse à 4.00%. Malgré le ralentissement de l'inflation, la banque centrale demeure prudente, car les prix de l'énergie restent sensibles aux tensions au Moyen-Orient et pourraient compliquer la trajectoire de désinflation.

L'économie britannique montre une certaine résistance. Le PIB a progressé de 1.1% sur un an au premier trimestre 2026, contre 1.0% au trimestre précédent, dépassant les attentes du marché. La croissance demeure surtout portée par les services, qui ont augmenté de 1.4%, tandis que la production est restée stable et que la construction a reculé de 1.3%.

Le marché du travail reste plus fragile. Le taux de chômage est revenu à 5.0%, tandis que les postes vacants continuent de diminuer. La croissance salariale a également ralenti, près de 3.4%, réduisant certaines pressions inflationnistes mais signalant aussi une demande de main-d'œuvre moins dynamique.

Sur le plan commercial, le Royaume-Uni demeure exposé aux coûts énergétiques mondiaux. L'ONS souligne que la hausse récente du pétrole et du gaz liée au conflit au Moyen-Orient constitue un vent contraire pour les termes de l'échange, puisque le pays reste importateur net d'énergie. Cette vulnérabilité limite la visibilité pour les entreprises, malgré une économie qui résiste mieux que prévu.

CNH

- La Chine conserve un rythme de croissance soutenu grâce aux exportations et à l'industrie, mais la demande intérieure reste prudente.
- Les autorités privilégient la stabilité monétaire, tandis que l'économie demeure dépendante des marchés externes.





PLUS DE DÉTAILS

La paire USDCNH est passée d'environ 6.8302 à 6.7639 au cours du mois de mai. L'économie chinoise conserve une certaine résilience, mais les signaux demeurent contrastés. L'inflation à la consommation a légèrement accéléré en avril, avec un IPC annuel de 1.2%, contre 1.0% en mars, tandis que les prix alimentaires ont reculé de 1.6%. Les pressions restent donc limitées du côté des ménages. En revanche, l'indice des prix à la production a bondi de 2.8% sur un an, son plus haut niveau en près de quatre ans, sous l'effet de la hausse des coûts de l'énergie et des matières premières.

Dans ce contexte, la Banque populaire de Chine a maintenu ses taux préférentiels inchangés en mai, pour un 12e mois consécutif. Le taux à un an est resté à 3.00%, tandis que le taux à cinq ans, important pour le crédit immobilier, s'est maintenu à 3.50%. Les autorités privilégient donc la stabilité, malgré une activité domestique encore inégale et des attentes persistantes de soutien ciblé.

Le commerce extérieur demeure le principal point d'appui. Les exportations ont rebondi de 14.1% sur un an en avril, après une hausse de seulement 2.5% en mars, tandis que les importations ont progressé de 25.3%. Ce redressement reflète une demande extérieure encore solide et des commandes avancées par certaines entreprises, mais il laisse aussi la Chine exposée aux tensions tarifaires et aux coûts liés aux perturbations mondiales.

La croissance reste soutenue par l'industrie, les exportations et certains secteurs technologiques, alors que la consommation intérieure demeure plus prudente. Le marché du travail continue aussi de nécessiter une attention particulière, notamment chez les jeunes travailleurs, où la confiance reste plus fragile. La Chine avance donc avec une économie toujours robuste en apparence, mais encore dépendante de moteurs externes et d'un soutien politique mesuré.

Commodités – L'urée

- Les prix de l'urée ont fortement reculé en mai, mais le marché reste vulnérable aux risques liés à l'énergie, aux exportations chinoises et aux tensions géopolitiques.
- La détente récente doit encore être confirmée par une amélioration durable de l'offre.





PLUS DE DETAILS

Les prix de l'urée, utilisée comme engrais agricole ainsi que comme actif cosmétique, ont fortement reculé en mai, après une période de volatilité marquée au printemps. L'urée s'échangeait autour de 450 USD par tonne à la fin mai, en baisse de plus de 30% sur un mois, mais encore légèrement au-dessus de son niveau d'il y a un an. Ce repli reflète la résistance de plusieurs importateurs face aux prix élevés observés après le choc géopolitique, ainsi qu'un ajustement temporaire de la demande vers d'autres sources d'azote moins coûteuses.

La détente récente ne signifie toutefois pas que les tensions ont disparu. Après l'escalade du conflit entre les États-Unis et l'Iran, les prix avaient augmenté de plus de 80% dans certains marchés, notamment au Brésil et en Égypte. Les perturbations autour du détroit d'Ormuz ont ravivé les inquiétudes sur les flux d'ammoniac et d'urée, deux intrants essentiels pour l'agriculture mondiale. Cette sensibilité est importante, car les engrais azotés dépendent fortement du gaz naturel et des chaînes logistiques énergétiques.

La Chine demeure une variable clé. Pékin a cherché à stabiliser son marché intérieur en libérant des réserves d'engrais, tandis qu'un retour plus important des exportations chinoises pourrait alléger les tensions mondiales. À l'inverse, de nouvelles restrictions commerciales ou une remontée du gaz naturel pourraient rapidement relancer les pressions. Cette incertitude complique les décisions d'achat des distributeurs et des producteurs agricoles, qui doivent arbitrer entre prix plus bas et risque de nouvelle hausse.

Pour les producteurs agricoles, l'environnement reste donc fragile. Les prix ont baissé en mai, mais la volatilité demeure élevée et les coûts restent sensibles à l'énergie, aux décisions d'exportation et aux risques géopolitiques. L'urée entre ainsi dans une phase d'ajustement, où la détente récente doit encore être confirmée par une amélioration durable de l'offre.



EN MARGE DES MARCHÉS

Le protectionnisme redessine les technologies vertes

La montée du protectionnisme transforme les marchés mondiaux des technologies vertes. Les gouvernements utilisent de plus en plus les tarifs, les subventions et les règles d'origine pour soutenir leurs industries locales dans des secteurs comme les batteries, les véhicules électriques, l'hydrogène et l'énergie solaire.

Cette dynamique pourrait accélérer certains investissements nationaux, mais elle fragmente aussi les chaînes d'approvisionnement et augmente les coûts pour les entreprises. La transition énergétique devient ainsi plus stratégique, mais aussi plus complexe à coordonner à l'échelle mondiale.

Source: Corporate Knights

Lien: [ICI](#)

L'emballage devient un signal macroéconomique

Le secteur de l'emballage agit de plus en plus comme un indicateur avancé de l'économie mondiale. Comme il est lié à la consommation, au commerce, aux matières premières et à la logistique, ses variations permettent de repérer rapidement les changements dans la demande et les coûts.

Une hausse des prix des matériaux, des délais de transport ou des volumes d'emballage peut signaler des tensions dans les chaînes d'approvisionnement ou une modification des habitudes de consommation. Pour les entreprises, ce secteur offre donc une lecture concrète de l'activité économique.

Source: Packaging Gateway

Lien: [ICI](#)

Avis de Non-Responsabilité

Ce document est fourni à titre d'information seulement. L'information présentée est sous forme de résumé et peut-être incomplète. Il est interdit de distribuer, publier, reproduire ce document et/ou son contenu, sans notre permission écrite à chaque instance. Nous n'assumons aucune responsabilité pour les pertes subies par l'entreprise, ses propriétaires, ou toute autre partie et qui résulteraient de la circulation, de la publication, de la reproduction ou du mauvais usage de ce document. Nous nous réservons le droit (mais ne sommes sous aucune obligation) de réviser tous les calculs inclus ou mentionnés dans le présent document et, si nous le croyons nécessaire, d'y apporter des changements qui seraient justifiés par des faits, des tendances ou des conditions existant à la date de la présentation, mais qui nous furent connus subséquemment.

Bien que FINMETRIX ait déployé des efforts commercialement raisonnables pour s'assurer de l'exactitude des renseignements contenus dans le présent document, FINMETRIX ne garantit d'aucune façon leur exactitude, leur actualité ou leur exhaustivité. Le présent document ne vise aucunement à donner des recommandations, conseils, avis juridiques ou fiscaux et ne doit pas servir à cette fin, car il pourrait devenir périmé, en tout ou en partie, à tout moment. Il incombe à l'utilisateur de vérifier les renseignements qu'il contient avant de s'en servir. Toute opération financière comporte un certain nombre de risques et de facteurs à considérer. Avant d'agir sur l'information ou d'effectuer une opération, vous devriez étudier attentivement les conditions, évaluer les risques et de déterminer si elle répond aux besoins et objectifs particuliers du client, à son expérience, à ses ressources financières et opérationnelles et toute autre circonstance qui lui est propre.

FINMETRIX

VOTRE PARTENAIRE EN
GESTION DES RISQUES
FINANCIERS